



Agir pour Gaza

Alors que l'offensive terrestre sur la ville de Gaza a commencé le jour où le Conseil des droits de l'homme de l'ONU juge que l'État d'Israël commet un génocide en Palestine, la société civile ne peut plus rester attentiste.

Harassée par deux ans de guerre sans répit, par des déplacements forcés massifs, victime des bombardements indistincts sur les habitations et les équipements publics, la population palestinienne n'a plus accès à des conditions minimales de survie. La Cour internationale de justice a, depuis un an et demi, établi le risque plausible de génocide, ce que l'ONU aujourd'hui confirme avec l'état de famine provoquée par les entraves du gouvernement israélien à l'aide humanitaire. C'est « un échec pour l'humanité tout entière »¹ et au-delà du débat juridique en cours, c'est à la mobilisation de la société que nous appelons pour faire pression sur le gouvernement et sommer la communauté internationale d'agir.

Face à l'horreur, nos mots sont peu de choses mais notre parole n'a que trop tardé et le silence qui a amené nos sociétés occidentales à ne pas prévenir ces crimes est lourd. La cheffe du rapport de l'ONU, Navi Pillay, l'écrit sans ambiguïté : « *Quand des signes clairs et la preuve d'un génocide émergent, l'absence d'action pour l'arrêter équivaut à de la complicité.* »

Alors que l'Assemblée générale des Nations Unies est ouverte à New-York, nous saluons l'engagement de la France à reconnaître l'État de Palestine.

Néanmoins cette décision restera purement symbolique tant que des actions fortes ne sont pas prises pour stopper l'État d'Israël dans sa fuite en avant meurtrière et tant que les otages de la tuerie du Hamas du 7 octobre 2023 ne seront pas tous libérés.

Notre expression est celle de professionnel.les de la culture et de la parole, engagés pour la liberté d'expression et le partage de toutes les cultures dans le respect et la défense des droits humains. Aujourd'hui le nombre de journalistes tués dans la bande de Gaza est inégalé dans l'histoire des conflits, faisant bientôt courir le nouveau péril d'une tragédie sans voix. Nous ne pouvons que manifester notre pleine et entière solidarité avec les artistes et journalistes, cibles continues dans cette guerre de l'information et de l'anéantissement d'une culture que la France a longtemps soutenue en étant l'unique

¹ Cf. Secrétaire général de l'ONU au moment où l'organisation a officiellement déclaré l'état de famine le 22 août 2025

pays à avoir une représentation diplomatique culturelle via son Institut français de Gaza – bombardé dès le mois d'octobre 2023.

Nous appelons ainsi à l'arrêt de la répression des mouvements de solidarité envers la Palestine sur le territoire français ainsi que le soutien aux mouvements de la société civile israélienne pour l'émergence d'un gouvernement respectueux des droits humains. Ces derniers mois, la multiplication des prises de parole courageuses de nombreux artistes israéliens, attachés à leur pays et à leur culture, pour dénoncer les crimes contre l'humanité dont ils ne veulent pas être complices doit nous interpeler sur notre rôle et notre devoir d'expression collective.

A l'heure où s'ouvrent les débats à l'ONU, notre voix citoyenne doit peser de toutes ses forces sur le retour d'une action politique pro-active et à la hauteur de la gravité du conflit en cours.

Mobilisons-nous pour que notre pays renoue avec l'ambition diplomatique de contribuer au devenir d'une terre de paix et de culture, refusant les haines de tous bords.

« Si les droits humains, la morale, ont un sens, Gaza est l'endroit où ces valeurs doivent subsister ou mourir car si le monde peut nous regarder disparaître, rien de ce qu'il prétend défendre n'est réel. » Nour Elassy, journaliste et poétesse palestinienne réfugiée à Paris en juillet 2025

Contacts presse : Agence Initiale

Mathilde Beau : 07.66.42.22.41 / mathilde@agence-initiale.fr

Claire Chabaneau : 06.47.96.17.10 / claire@agence-initiale.fr